

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE RELATIVE À CERTAINES  
PROCÉDURES PÉNALES ENGAGÉES  
EN FRANCE

(RÉPUBLIQUE DU CONGO c. FRANCE)

ORDONNANCE DU 16 NOVEMBRE 2009

**2009**

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING CERTAIN  
CRIMINAL PROCEEDINGS  
IN FRANCE

(REPUBLIC OF THE CONGO v. FRANCE)

ORDER OF 16 NOVEMBER 2009

Mode officiel de citation:

*Certaines procédures pénales engagées en France*  
(*République du Congo c. France*), ordonnance du 16 novembre 2009,  
*C.I.J. Recueil 2009*, p. 304

---

Official citation:

*Certain Criminal Proceedings in France*  
(*Republic of the Congo v. France*), Order of 16 November 2009,  
*I.C.J. Reports 2009*, p. 304

ISSN 0074-4441

ISBN 978-92-1-071069-5

N° de vente:  
Sales number

**960**

16 NOVEMBRE 2009

ORDONNANCE

CERTAINES PROCÉDURES PÉNALES  
ENGAGÉES EN FRANCE  
(RÉPUBLIQUE DU CONGO c. FRANCE)

---

CERTAIN CRIMINAL PROCEEDINGS  
IN FRANCE  
(REPUBLIC OF THE CONGO v. FRANCE)

16 NOVEMBER 2009

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2009

2009  
16 novembre  
Rôle général  
n° 129

16 novembre 2009

AFFAIRE RELATIVE À CERTAINES  
PROCÉDURES PÉNALES ENGAGÉES  
EN FRANCE

(RÉPUBLIQUE DU CONGO c. FRANCE)

ORDONNANCE

*Présents*: M. OWADA, *président*; M. TOMKA, *vice-président*; MM. SHI, KOROMA, AL-KHASAWNEH, SIMMA, KEITH, BENNOUNA, SKOTNIKOV, CANÇADO TRINDADE, YUSUF, GREENWOOD, *juges*; M. COUVREUR, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et les articles 31, 44, paragraphes 1 et 2, 48 et 101 de son Règlement,

Vu la requête déposée au Greffe de la Cour le 9 décembre 2002, par laquelle la République du Congo, se référant à l'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour, a entendu introduire une instance contre la République française au sujet d'un différend relatif à certaines procédures pénales engagées en France,

Vu la lettre du ministre français des affaires étrangères, datée du 8 avril 2003 et reçue au Greffe le 11 avril 2003, par laquelle la France a expressément accepté la compétence de la Cour pour connaître de la requête,

## INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2009

16 November 2009

2009  
16 November  
General List  
No. 129CASE CONCERNING CERTAIN  
CRIMINAL PROCEEDINGS  
IN FRANCE(REPUBLIC OF THE CONGO *v.* FRANCE)

## ORDER

*Present: President* OWADA; *Vice-President* TOMKA; *Judges* SHI, KOROMA, AL-KHASAWNEH, SIMMA, KEITH, BENNOUNA, SKOTNIKOV, CANÇADO TRINDADE, YUSUF, GREENWOOD; *Registrar* COUVREUR.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court and to Articles 31, 44, paragraphs 1 and 2, 48 and 101 of the Rules of Court,

Having regard to the Application filed in the Registry of the Court on 9 December 2002, whereby the Republic of the Congo, referring to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court, sought to institute proceedings against the French Republic in respect of a dispute arising out of certain criminal proceedings in France,

Having regard to the letter from the Minister for Foreign Affairs of France, dated 8 April 2003 and received in the Registry on 11 April 2003, whereby France expressly consented to the jurisdiction of the Court to entertain the Application,

Vu l'ordonnance du 17 juin 2003 par laquelle la Cour s'est prononcée sur la demande en indication de mesure conservatoire présentée par la République du Congo le 9 décembre 2002,

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2003 par laquelle le président de la Cour a fixé aux 11 décembre 2003 et 11 mai 2004 les dates d'expiration des délais pour le dépôt, respectivement, du mémoire de la République du Congo et du contre-mémoire de la République française,

Vu le mémoire et le contre-mémoire dûment déposés par les Parties dans ces délais,

Vu l'ordonnance du 17 juin 2004, par laquelle la Cour a autorisé la présentation d'une réplique de la République du Congo et d'une duplique de la République française, et a fixé au 10 décembre 2004 et au 10 juin 2005, respectivement, les dates d'expiration pour le dépôt de ces pièces de procédure,

Vu les ordonnances en date des 8 décembre 2004, 29 décembre 2004, 11 juillet 2005 et 11 janvier 2006, par lesquelles ces délais, compte tenu des raisons invoquées par la République du Congo et de l'accord des Parties, ont été reportés, successivement, au 10 janvier 2005, au 11 juillet 2005, au 11 janvier 2006 puis au 11 juillet 2006 pour le dépôt de la réplique, et au 10 août 2005, au 11 août 2006, au 10 août 2007 puis au 11 août 2008 pour le dépôt de la duplique,

Vu la réplique et la duplique dûment déposées par les Parties dans ces délais, tels que prorogés en dernier lieu;

Considérant que, par lettres datées du 2 octobre 2008, le greffier a informé les Parties que la Cour avait estimé, compte tenu de certains développements intervenus devant les juridictions françaises, qu'il était prématuré d'envisager à ce stade la tenue d'audiences en l'affaire; et qu'aucune communication des Parties n'a été reçue au Greffe suite à ces correspondances;

Considérant que, par lettre datée du 23 juillet 2009, le greffier, compte tenu du délai écoulé depuis le dépôt de la réplique de la République du Congo et de la duplique de la République française, a demandé à l'agent du Congo d'informer la Cour de la façon dont son gouvernement envisageait la suite de la procédure; et que, par courrier en date du même jour, le greffier a prié l'agent de la France, dans le cas où elle souhaiterait également formuler des observations à ce sujet, de les communiquer à la Cour;

Considérant que, par lettre datée du 19 octobre 2009, l'agent de la France a porté à la connaissance de la Cour que son gouvernement «[était] d'avis qu'il rev[enait] en premier lieu au Congo, Etat demandeur, de faire connaître à la Cour ses vues concernant la suite de la procédure»; qu'elle a ajouté que, «[s]i le Congo entendait compléter les observations qu'il a faites dans son mémoire ou dans sa réplique, le Gouvernement français n'aurait pas d'objection à ce qu'il soit accédé à une telle

Having regard to the Order of 17 June 2003 whereby the Court adjudicated upon the request for the indication of a provisional measure submitted by the Republic of the Congo on 9 December 2002,

Having regard to the Order of 11 July 2003 whereby the President of the Court fixed 11 December 2003 and 11 May 2004 as respective time-limits for the filing of the Memorial of the Republic of the Congo and the Counter-Memorial of the French Republic,

Having regard to the Memorial and the Counter-Memorial duly filed by the Parties within those time-limits,

Having regard to the Order of 17 June 2004 whereby the Court authorized the filing of a Reply by the Republic of the Congo and a Rejoinder by the French Republic, and fixed 10 December 2004 and 10 June 2005, respectively, as the time-limits for the filing of those pleadings,

Having regard to the Orders of 8 December 2004, 29 December 2004, 11 July 2005 and 11 January 2006 whereby those time-limits, taking account of the reasons given by the Republic of the Congo and of the agreement of the Parties, were successively extended to 10 January 2005, 11 July 2005, 11 January 2006 and 11 July 2006 for the filing of the Reply, and to 10 August 2005, 11 August 2006, 10 August 2007 and 11 August 2008 for the filing of the Rejoinder,

Having regard to the Reply and the Rejoinder duly filed by the Parties within those time-limits, as last extended;

Whereas, by letters dated 2 October 2008, the Registrar informed the Parties that the Court was of the opinion, taking account of certain developments before the French courts, that it was premature at that stage to contemplate holding hearings in the case; whereas no communication from the Parties was received by the Registry further to this correspondence;

Whereas, by letter dated 23 July 2009, the Registrar, taking account of the time that had elapsed since the filing of the Reply of the Republic of the Congo and the Rejoinder of the French Republic, requested the Agent of the Congo to inform the Court of his Government's views on the further proceedings; whereas, by letter of the same date, the Registrar invited the Agent of France, should she also wish to express observations on the matter, to communicate these to the Court;

Whereas, by letter dated 19 October 2009, the Agent of France informed the Court that her Government "believes that it is first for the Congo, the Applicant, to inform the Court of its views as to the further proceedings"; whereas she added that "[i]f the Congo wished to supplement the observations made in its Memorial or Reply, the French Government would not object to the granting of such a request"; and whereas she stated that "France should then be given the same amount of time to

demande»; et qu'elle a précisé que «[l]a France devrait dans ce cas alors disposer, conformément au principe de l'égalité des Parties, d'un délai identique à celui qui serait accordé au Congo pour répondre aux observations complémentaires de celui-ci»;

Considérant que, au cours d'une réunion que le président de la Cour a tenue avec les agents des Parties le 10 novembre 2009, la République du Congo a donné un certain nombre d'explications sur l'état des procédures judiciaires en France et sur les questions juridiques que la Cour aurait encore, selon elle, à trancher, et a indiqué qu'elle souhaitait pouvoir s'exprimer dans une nouvelle pièce de procédure et avait besoin d'un délai de trois mois pour la préparation de cette pièce; et considérant que la République française s'est référée à la correspondance, en date du 19 octobre 2009, de son agent et a confirmé qu'elle ne voyait pas d'objection à la présentation d'observations complémentaires par le Congo, à la condition de pouvoir disposer d'un délai identique de trois mois pour répondre à celles-ci;

Compte tenu de l'accord des Parties et des circonstances exceptionnelles de l'espèce,

*Autorise* la présentation d'une pièce additionnelle du Congo suivie d'une pièce additionnelle de la France;

*Fixe* comme suit les dates d'expiration des délais pour le dépôt de ces pièces de procédure:

Pour la pièce additionnelle de la République du Congo, le 16 février 2010;

Pour la pièce additionnelle de la République française, le 17 mai 2010;  
*Réserve* la suite de la procédure.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le seize novembre deux mille neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Congo et au Gouvernement de la République française.

Le président,

(*Signé*) Hisashi OWADA.

Le greffier,

(*Signé*) Philippe COUVREUR.

respond to the Congo's additional observations as that accorded the Congo";

Whereas, at a meeting held by the President of the Court with the Agents of the Parties on 10 November 2009, the Republic of the Congo gave a number of explanations concerning the state of the judicial proceedings in France and as regards the legal questions which, in its opinion, would still have to be decided by the Court, and indicated that it wished to be able to express its views in a further pleading which it required three months to prepare; whereas the French Republic referred to the letter from its Agent dated 19 October 2009 and confirmed that it saw no objection to the submission of supplementary observations by the Congo, provided France was given the same period of three months in which to respond;

Taking account of the agreement of the Parties and of the exceptional circumstances of the case,

*Authorizes* the submission of an additional pleading by the Congo, followed by an additional pleading by France;

*Fixes* the following time-limits for the filing of those pleadings:

16 February 2010 for the additional pleading of the Republic of the Congo;

17 May 2010 for the additional pleading of the French Republic; and

*Reserves* the subsequent procedure for further decision.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this sixteenth day of November, two thousand and nine, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of the Congo and the Government of the French Republic, respectively.

(Signed) Hisashi OWADA,  
President.

(Signed) Philippe COUVREUR,  
Registrar.





PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441

ISBN 978-92-1-071069-5



9 789210 710695